

Le rapport qui contredit Chatel Les muets parlent

D'habitude, on les entend relativement peu même si, en principe, leur position hiérarchique leur permet une certaine indépendance et liberté d'analyse. L'Inspection générale de l'administration de l'éducation nationale et de la recherche (IGAENR) publie un rapport repris par *Le Monde*, *L'Humanité* et *Médiapart* (qui le publie *in extenso*). Et ce rapport, qui porte sur la rentrée, risque de faire du bruit. Car il contredit avec vigueur et rigueur les déclarations lénifiantes du Ministre. Si la rentrée 2010 est *"techniquement réussie"*, ses choix budgétaires *"préparent assez peu"* les années à venir qui doivent être marquées par la poursuite des suppressions de poste, écrit l'IGAENR. D'abord, *"la baisse des moyens de remplacement laisse sceptique"*, alors que *"la situation est déjà difficile"*. Dès cette année, soulignent les hauts fonctionnaires, la rentrée dans le second degré s'annonçait comme un sacré casse-tête, sachant que *"les recteurs devaient accueillir 25 000 élèves en plus avec l'équivalent de trois ou quatre mille emplois en moins"*. Comment l'administration a-t-elle réussi ce tour de force ? Principalement en faisant *"payer la facture"* à certains collèges, où le taux d'encadrement a été *"dégradé"*, ou en supprimant des *"emplois de remplacement"*. Cette question du remplacement des enseignants *"interpelle"* particulièrement les auteurs du rapport qui jugent ce choix budgétaire *"partiellement insincère et coûteux"*, les rectorats multipliant les recours à des vacataires pour boucher les trous (+ 31 % par rapport à l'année 2008-2009 !), creusant ainsi *"le déficit de masse salariale"*. Les inspecteurs généraux sont par ailleurs très sceptiques sur l'idée de Luc Chatel qui entend régler le problème du remplacement en faisant appel aux étudiants vacataires et aux néoretraités de l'éducation. Exemple au rectorat de Paris : *"Les courriers adressés pour les inviter à faire acte de candidature ont remporté un succès qu'on peut qualifier de modéré : quelques réponses chez les étudiants, une seule chez les retraités."* Et les IGAEN insistent fortement sur la gestion *"sous tension"* et à flux tendu de l'administration à tous les échelons que ce soit pour les remplacements ou les effectifs dans les classes.

Le ministère ne fait *"aucun commentaire"* sur ce rapport, qualifié de *"confidentiel"*. Qu'on l'ait fait *"fuir"*, est, en soi, une information sur l'état de tension de l'école aujourd'hui. Et sur le malaise des cadres de l'Éducation Nationale

Quand on discute aujourd'hui avec des cadres intermédiaires de l'Éducation Nationale (provisaires, inspecteurs,...) ou qu'on entend les discours de certains hauts fonctionnaires (Recteurs, IG, Directeurs,...), on se rend bien compte qu'il leur est de plus en plus difficile d'être optimiste. Malgré le devoir de réserve, c'est bien le pessimisme qui transparait ainsi que la difficulté à assumer les contraintes fortes qui pèsent sur leurs missions. Et le sentiment d'assister à la transformation assez brutale, au nom d'impératifs budgétaires, du système éducatif. Sans qu'il n'y ait véritablement de ligne directrice et de réel projet.

L'INRP entre dilution et dissolution

Pour continuer dans le registre du pessimisme et dans l'impression qu'un système entier est en train d'être remis en question, il nous faut reparler du cas de l'INRP. On avait déjà évoqué dans une précédente chronique, le sort de cet institut national de la Recherche Pédagogique. *Éducpros* y revient et les nouvelles ne sont pas bonnes. Deux rapports, celui du directeur de l'Institut et celui de l'AERES préconisent son rapprochement institutionnel avec l'ENS de Lyon. Les deux rapports préconisent donc une insertion mais cela masque en fait une véritable dissolution. Cela signifie d'abord la fin de la tutelle de l'Éducation Nationale pour un institut qui est quand même destiné avant tout à mener des recherches et des évaluations sur l'École. Et donc une réduction des financements et des moyens. Ensuite, cela aboutira aussi à des réductions importantes de postes et notamment ceux des enseignants détachés. Car ce sont bien les économies budgétaires qui sont encore une fois la règle de toute cette casse...

Le site *Éducpros* note aussi que cette restructuration intervient dans un contexte où la plupart des structures d'évaluation du système éducatif sont en sous-régime ou carrément sans direction, comme le relèvent les auteurs du précieux Atlas des fractures scolaires en France

que publient les éditions Autrement. L'OVE (Observatoire de la vie étudiante) est toujours sans président et le CIEP (Centre international d'études pédagogiques) sans directeur, alors qu'il édite la Revue internationale d'éducation. L'IGEN (Inspection générale de l'Education nationale), qui ne publie quasiment plus aucun rapport, pas même son rapport annuel l'an passé, a toujours pour doyen François Perret, dont le mandat expirait fin juillet. La DEPP (direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance) quant à elle a vu la diffusion de ses publications largement réduite ces dernières années (ses Notes d'informations sont passées de 51 en 2007 à 18 en 2009). Quant à la situation des mouvements pédagogiques...

Vous avez dit "rentrée sous tension" ?

Pour « Les Cahiers Pédagogiques », Philippe Watrelot